Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Les-entreprises-en-lutte-les,1270

Les entreprises en lutte et les communistes

- Vénissieux -

Date de mise en ligne : samedi 1er décembre 2012

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Quand un camarade du Vinatier nous informe que les FRALIB seront de nouveau à Lyon le 29/11, on ne sait plus qui le premier a dit "on pourrait les inviter à Vénissieux", mais il ne se doutait pas de ce qui allait se passer ce jeudi 29 à midi dans une cafétéria de la Maison du Peuple qui portait bien son nom, archicomble avec plus de 150 personnes dont la moitié debout, serrés au fonds de la salle....



Mais quelle attention portée aux interventions qui se succèdent pour dire ou en sont les militants confrontés aux restructurations ! Ils sont tous dans des situations diverses, mais toujours pour la défense de l'emploi et donc du salaire.

Une journée marquante et qui aura des suites...

Copyright © Le Vénissian



Serge Truscello, secrétaire de la section de Vénissieux du PCF, et délégué syndical chez Bosch, remerciera les nombreux représentants d'entreprises présents et tous les participans, en s'excusant du manque de chaises... mais en notant que cette présence nombreuse soulignait non pas que les communistes seraient devenus plus efficaces subitement, mais que le climat social changeait avec des travailleurs qui relevaient la tête et s'interrogeait sur les conditions pour transformer la défaite de la droite en avancées, même partielles pour les travailleurs, alors que le gouvernement socialiste faisait au contraire la démonstration qu'il allait assumer le choix de l'austérité contre le monde du travail...

Copyright © Le Vénissian



Chaque représentant d'entreprises dans l'action a pris ensuite la parole.

D'abord les FRALIB qui étaient le déclencheur de cette rencontre... On sait que cette longue lutte contre le géant UNILEVER est un exemple de résistance du pot de terre contre le pot de fer, avec des victoires retentissantes pour les travailleurs : deux plans de restructurations défaits en justice, le troisième en appel suite aux magouilles du ministre du travail de Sarkozy qui avait fait bloquer un document de la direction du travail favorable aux travailleurs... et des salariés qui ont imposé leur projet de reprise sous forme de SCOP, obtenant des collectivités locales le rachat du site. Il ne leur manque qu'une décision du gouvernement de leur permettre de reprendre la marque Elephant détenue par le groupe UNLIVER et qui veut bien sûr la "tuer". C'est un des aspects nouveaux de la propriété des moyens de production, qui ne se limite pas aux biens matériels mais aussi aux brevets, marques... Les FRALIB sont en attente d'une rencontre prochaine avec le gouvernement sur ce sujet.

Copyright © Le Vénissian



C'est ensuite VENINOV qui interviendra pour dire l'inquiétude de tous ceux qui ont mené cette lutte là aussi exemplaire avec une première victoire contre un fonds de pension, lui imposant en justice de lâcher la proie qu'il espérait dépecer... Mais l'accord qui portait sur un redémarrage avec une dizaine de salariés en Septembre, puis 40 en fin d'année n'est pas respecté. Le repreneur a tout reporté en début d'année prochaine, et bien sûr, chacun s'inquiète de la réalité de ses engagements. Les VENINOV s'organisent avec le soutien de la ville et des communistes. On en entendra parler de nouveau !

C'est ensuite un jeune militant de l'entreprise PRESSTALIS, anciennement les NMPP, la coopérative créée à la Libération pour garantir l'accès à toute la presse partout en France, ce qui suppose de forcer les grands titres de presse à mutualiser les moyens logistiques de distribution avec tous les titres, pour permettre à tous les journaux d'être disponible chez le buraliste du quartier... Depuis des années et sous tous les gouvernements, les NMPP ont été restructurées, privatisées, partiellement démantelées, et c'est une nouvelle étape qui est engagée vers la disparition de toute structure mutualisée entre les différents journaux. De ce point de vue, leur lutte est indispensable à la démocratie, et le jeune militant par ailleurs communiste de Vénissieux, dira que c'est un service indispensable pour permettre la diffusion de l'Humanité...

Copyright © Le Vénissian



Ensuite, c'est Didier Chaix, un militant d'ARKEMA St-Fons qui évoquera cette longue histoire de désinvestissement du groupe TOTAL, privatisé par Edouard Balladur avec ELF Aquitaine, qui se sépare de sa chimie lourde pour créer ARKEMA qui se sépare aussi de son site vinylique cédé pour 1Euros à un de ces patrons voyous qui achète des sites industriels pour les fermer et revendre les actifs. Pire, le camarade témoignera que AREKEMA verse 100MEuros à ce sulfureux Mr Klesh, sans doute pour lui permettre de gérer le futur plan social. Car ni AKEMA ni TOTAL n'ont jamais licencié personne ! Ils vendent un site avant...

Copyright © Le Vénissian



C'est ce que confirmera le militant visiblement expérimenté de TOTAL, qui rappellera l'histoire de l'industrie pétrolière et chimique et le rôle de l'état. Pour lui, les dirigeants de TOTAL ont décidé que l'industrie pétrolière devait se réorganiser. Ils viennent d'ouvrir une usine de 24 millions de tonnes en Arabie Saoudite. Ils se sont séparés de la raffinerie de Petite couronne, et plus personne ne parle de TOTAL quand on cherche désespérément un repreneur pour PetroPLus. Et la prochaine raffinerie dans leur collimateur sera sans doute Feyzin. Et bien sûr, si on ferme la raffinerie, c'est toute la filière chimique qui est fragilisé.

Le militant d'ARKEMA complétera avec des informations sur la lutte des travailleurs d'ARKEMA Pierre-Bénite, dont la presse a dit qu'ils refusaient un investissement de 70MEuros du groupe. C'est évidemment un mensonge ! Les travailleurs refusent une restructuration du site, dont l'investissement est un prétexte, et ils proposent d'accueillir cet investissement nécessaire dans le respect de leurs conditions de travail. Il savent que le chantage de la direction du groupe ne tiendra pas, car de fait le site est un des trois au monde pour la production de PVC et ARKEMA ne peut pas le remplacer.

Enfin, un jeune militant de Bosch confirmera ce que nous avons appris récemment. L'investissement photovoltaïque se porte mal . Il devait sauver le site industriel et a justifié l'abandon des nombreuses machines de l'ancienne activité mécanique. De fait, de nombreux emplois ont été perdus, la direction multipliant les démarches pour pousser au départ. Et si la production de panneaux se fait bien ce sont les stocks qui gonflent car le marché est en pleine crise et personne ne sait si le groupe Bosch va continuer à financer son pari d'être le survivant de la guerre du solaire...

Copyright © Le Vénissian



La discussion a été riche avec beaucoup d'interventions portant sur les questions politiques posées par les luttes et les conditions de leurs victoires, l'effet des batailles sur le gouvernement socialiste, la nécessité d'une organisation politique des travailleurs eux-mêmes. Guy Fischer, évoqua l'action des sénateurs communistes, qui montre que d'autres décisions des parlementaires de gauche serait possible. André Gerin soulignera lui aussi l'importance de ces batailles qui montrent qu'une autre politique est possible. La discussion a ensuite porté à la fois sur la question des nationalisations et celles du parti communiste.

sur les nationalisations, il est frappant de constater que dans des situations différentes, toutes les entreprises exigent l'intervention de l'état face au capitalisme, depuis Veninov qui exige le respect des décisions de justice sur le redémarrage, à FRALIB qui exige la reprise de la marque Elephant au profit de la SCOP, et PRESSTALIS dont l'existence est liée à une politique publique pour la liberté de la presse, jusqu'à TOTAL et ARKEMA qui pose directement la question de la renationalisation de la filière pétrole et chimie Française.

Copyright © Le Vénissian



Ce débat fait rage à Florange, le gouvernement jouant avec le mot pour finalement de pas la décider. Bien sûr, la question est ouverte de la nature des nationalisations nécessaires. Quelle indemnité pour les actionnaires ? Quels pouvoirs pour les travailleurs des entreprises nationalisées, quelles coopérations avec le reste du monde ?

C'est le coeur même du capitalisme, la mise en concurrence au profit de l'appropriation privée des profits qui doit être mise en cause, et les travailleurs de tous les pays ont au contraire intérêt à la coopération au service des besoins sociaux dans tous les pays

Copyright © Le Vénissian



Michèle Picard fera une intervention remarquée par sa connaissance des dossiers industriels du bassin d'emploi de Vénissieux et son engagement comme maire au service des luttes, bien sûr de Veninov, mais aussi de toute la vallée de la chimie et de Renault Trucks.

Copyright © Le Vénissian



Une jeune militant de FRALIB se présentera comme une jeune des quartiers, maghrébine, après des années de galère pour s'en sortir, presque 10 ans d'intérim précaires chez UNILEVER avant d'obtenir un CDI grace au syndicat... Elle concluera le débat avec une phrase choc qui résume l'état d'esprit naissant. "je ne suis pas l'esclave du capital".

Serge Truscello proposera pour terminer aux présents de mettre en place un groupe de travail pour rédiger un "appel des entreprises" portant les questions de la nationalisation, de l'emploi, de la coopération contre la concurrence, de l'Euro et de l'Union Européenne... Cet appel pourrait permettre d'organiser un évènement début 2013 sous forme de rencontres du monde du travail, d'assises de l'industrie... Proposition à suivre...

Copyright © Le Vénissian